

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 AVRIL 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7

OBJET DE LA DECISION

N° 23/144

**AIDES OCTROYEES D'UN
MONTANT DE 138 500 EUROS
DANS LE CADRE DU
CONTRAT DE VILLE
METROPOLITAIN TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE -
1ERE PROGRAMMATION 2023
- VILLE DE LA SEYNE-SUR-
MER - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/144

BUREAU DU 3 AVRIL 2023

**O B J E T : AIDES OCTROYEES D'UN MONTANT DE 138 500
EUROS DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE
METROPOLITAIN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE - 1ERE PROGRAMMATION 2023 -
VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 qui a prorogé d'une année supplémentaire les contrats de ville,

VU le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°19/12/464 du Conseil Métropolitain du 10 décembre 2019 relative au protocole d'engagement renforcés et réciproques 2020/2022 - Contrat de Ville Métropolitain Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020 signé le 04 novembre 2015,

VU l'appel à projets commun lancé le 07 novembre 2022,

VU les projets de conventions ci-annexés,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, soutient le Contrat de Ville 2015-2023,

CONSIDERANT que la programmation 2023 du Contrat de Ville prévoit de s'engager sur les 13 quartiers de la Métropole inscrits dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la programmation du Contrat de Ville prévoit une enveloppe globale de 400 000 euros pour 2023 pour les 4 communes (Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères-les-Palmiers) inscrites dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est sollicitée à hauteur de 150 000 euros pour des actions participant au développement social et urbain du territoire prioritaire de la politique de la Ville de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT qu'il a été convenu d'octroyer 138 500 € pour la ville de La Seyne-sur-Mer en 1^{ère} programmation,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les associations suivantes les conventions ci-annexées à partir de 10 000 €, ainsi que toutes pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA)	Médiation sociale, intergénérationnelle dans les espaces publics et extérieurs et travail de prévention éducative de rue dans le centre-ville	14 000 €
ASSOCIATION VIVRE EN FAMILLE (AVEF)	Protection des victimes de violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique	10 000 €
FEMMES DANS LA CITE	Réseaux de socialisation et d'émancipation des femmes des QPV	10 000 €
TOTAL		34 000 €

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à verser aux associations ci-dessous les subventions suivantes :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ASSOCIATION MAISON INTERGENERATIONNELLE DE QUARTIER (AMIQ)	Espace social	5 000 €
	Participation des habitants	2 000 €
AMITIES CITE - UDV	Accompagner l'épicerie solidaire et son action pédagogique auprès des habitants de La Beaucaire, du Jonquet et de Sainte-Musse et de la Seyne-sur-Mer	4 000 €
LES PETITS DEBROUILLARDS PACA	Bidouille numérique	6 000 €
CITEZ DES TALENTS	Laïcité citoyenneté	1 000 €

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
APEA	Ateliers de développement des compétences psycho-sociales des jeunes filles contre les violences et les conduites affectives et sexuelles à risques	1 500 €
	Ton été + (Bouge ton été)	1 000 €
	Lever les freins socio-éducatifs à l'emploi des jeunes en difficulté	1 500 €
BRIGADES NATURE	Ateliers et Chantiers d'Insertion Restauration Patrimoine Bâti et Entretien d'Espaces Naturels	7 000 €
LIGUE REGIONALE PACA DE NATATION	J'apprends à nager	3 000 €
CIDFF (CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAR)	Permanences d'accès aux droits, de prévention des discriminations et de lutte contre les violences faites aux femmes	1 500 €
D'UN COEUR A UNE MAIN	Aide alimentaire et de première nécessité	1 000 €
D'UN COEUR A UNE MAIN	Aide à l'accompagnement administratif	1 000 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL NELSON MANDELA	Action jeunes	4 000 €
FACE VAR	Passerelle école entreprises	6 000 €
	Face à l'emploi - Job contact	4 000 €
FEMME DANS LA CITE	Accompagnement à l'emploi innovant et complémentaire des femmes des QPV	2 500 €
	Pépinières de mots ou les jardins familiaux	2 000 €
	Accompagnement à l'emploi innovant et complémentaire des jeunes des QPV	2 000 €
UFOLEP 83	Parcours coordonné	2 000 €
	M3S - Maison Sport Santé Société	5 000 €
MAISON ASSOCIATIVE ENFANCE FAMILLE ECOLE (MAEFE)	Fond de participation des habitants	1 500 €
	Parcours numérique	2 000 €
FEES ET RIES	Ateliers des grands et petits, actions de la rue et partenariats (associations, services municipaux,...)	2 000 €
ARIANE MEDITERRANNEE	Impuls'Ariane	3 000 €

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR (AAVIV)	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	4 000 €
L'UNIVERS-CITE	Préparation aux concours	2 000 €
	Tutorat scolaire	2 000 €
RESINE	FACIL'I.T : Chantier d'insertion numérique RESINE MEDIA	3 000 €
NOUVEL HORIZON	Mobilis 'actions jeunes	2 000 €
	Plateforme Emploi (2020 : Citoyen en devenir)	4 000 €
	Enjeux démocratiques	9 000 €
POSTIVE PLANET	Accompagnement à la création d'entreprise dans les quartiers prioritaires	5 000 €
COMITE DU VAR DE COURSE D'ORIENTATION	"Qu'il est beau mon quartier"	1 000 €
NEEDE	Les territoires prioritaires, acteurs de la transition environnementale	1 000 €
TOTAL		104 500 €
TOTAL GENERAL		138 500 €

ARTICLE 3

DE DIRE que la Métropole Toulon Provence Méditerranée demandera aux associations listées à l'article 2, de fournir au 31 décembre 2023, un bilan qualitatif, quantitatif et financier signé par le responsable légal de la structure afin de justifier la réalisation de leurs actions respectives.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération n°52157 article 65748 du Budget Principal 2023.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

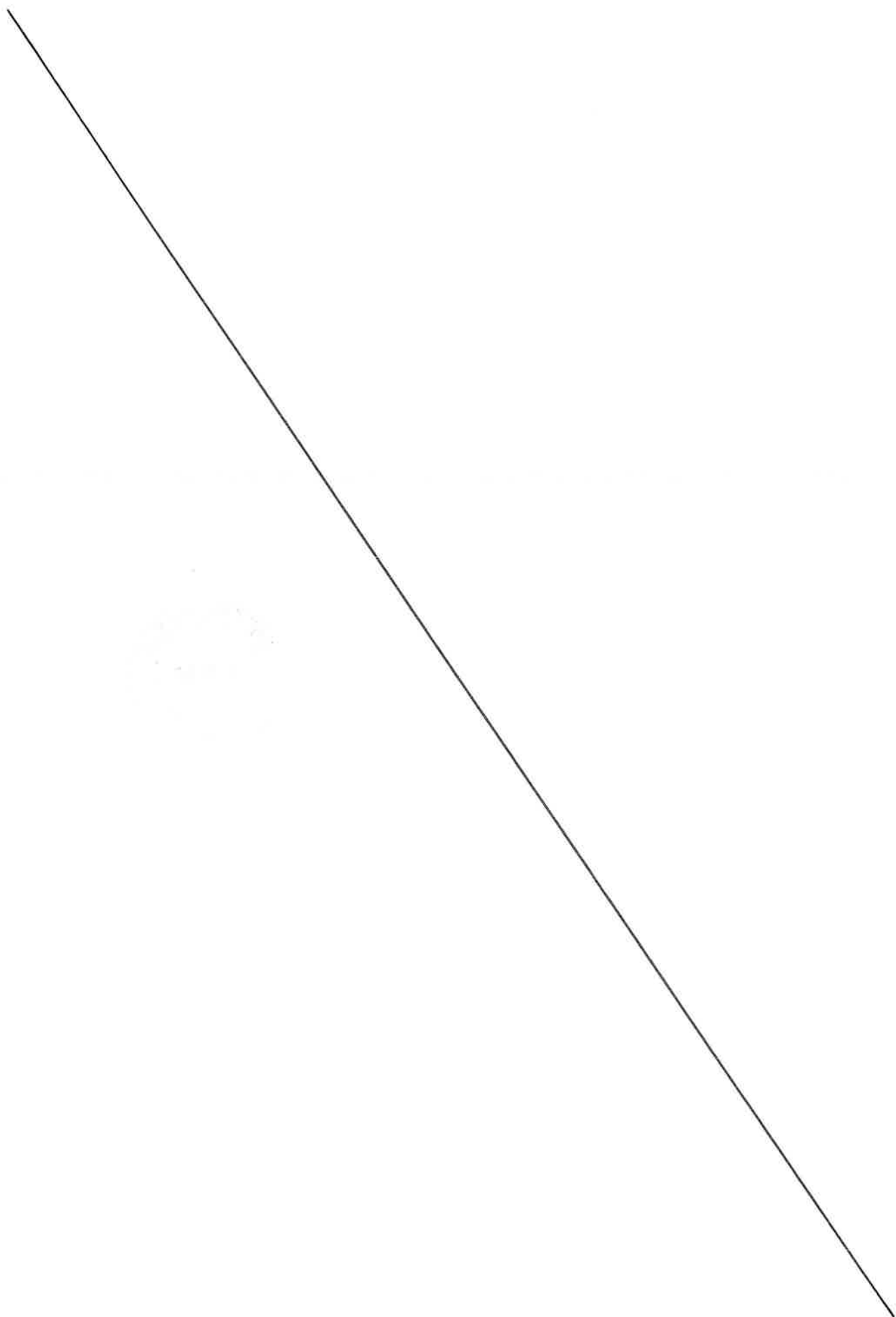
Fait à Toulon, le 3 avril 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0





<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA)</p>
--

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la décision n°23/ du Bureau Métropolitain du 03 avril 2023, d'une part,

ET

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA), ayant son siège social, 5 avenue Garibaldi, 83500 SEYNE SUR MER, représentée par **Madame Cristina de ROBERTIS** agissant en qualité de Présidente, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville est appelée à répondre aux enjeux de cohésion sociale à l'échelle de la Métropole.

Dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée, est porteur du Contrat de Ville Métropolitain 2015/2023 (cf. loi de finances pour 2022 qui a prorogé d'une année supplémentaire les contrats de ville).

La Métropole TPM est sollicitée pour des actions participant au développement social et urbain des territoires prioritaires de la politique de la ville de la commune de La Seyne sur Mer, parmi lesquels ceux de **l'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA)**.

Compte tenu de l'intérêt de son projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action suivante :

- **« Médiation sociale, intergénérationnelle dans les espaces publics et extérieurs – et travail de prévention éducative de rue dans le centre-ville »,** portée par l'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA), dans le cadre de la programmation 2023.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA) s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets, conformément à la note d'opportunité jointe à la demande de subvention.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA) s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la Décision n° 23/ du Bureau Métropolitain du 03 avril 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association APEA au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant de **14 000 euros** pour :

« Médiation sociale, intergénérationnelle dans les espaces publics et extérieurs – et travail de prévention éducative de rue dans le centre-ville ».

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association APEA dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel du projet **« Médiation sociale, intergénérationnelle dans les espaces publics et extérieurs et travail de prévention éducative de rue dans le centre-ville »** est de 381 424 euros, pour un montant sollicité en Contrat de Ville de 38 500 euros.

Le financement accordé au titre du CDV (sous réserve des instances délibératives de chaque partenaire) est le suivant :

- **14 000 € de Toulon Provence Méditerranée,**
- **22 000 € de la ville de La Seyne-sur-Mer**

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA) tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA) s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant total de la subvention est arrêté à **14 000 € (quatorze-mille euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **11 200 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **2 800 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 octobre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association APEA par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association APEA de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association APEA reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'Association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
APEA

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Cristina DE ROBERTIS

Le Président,
Hubert FALCO

<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION VIVRE EN FAMILLE</p>
--

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la décision n°23/ du Bureau Métropolitain du 03 Avril 2023, d'une part,

ET

L'Association Vivre en Famille (AVEF), ayant son siège social, 24 rue Beaussier, 83500 Seyne sur Mer, représentée par **Madame Nicole LANATA** agissant en qualité de Présidente, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville est appelée à répondre aux enjeux de cohésion sociale à l'échelle de la Métropole.

Dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée, est porteur du Contrat de Ville Métropolitain 2015/2023 (cf. loi de finances pour 2022 qui a prorogé d'une année supplémentaire les contrats de ville).

La Métropole TPM est sollicitée pour des actions participant au développement social et urbain des territoires prioritaires de la politique de la ville de la commune de La Seyne sur Mer, parmi lesquels ceux de **l'Association Vivre en Famille (AVEF)**,

Compte tenu de l'intérêt de son projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action suivante :

- « **Protection des victimes de violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique** », portée par l'Association Vivre en Famille (AVEF), dans le cadre de la programmation 2023.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association Vivre en Famille (AVEF) s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets, conformément à la note d'opportunité jointe à la demande de subvention.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'Association Vivre en Famille (AVEF) s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n°23/ du Bureau Métropolitain du 03 avril 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association AVEF au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant de **10 000 euros** pour l'action :

- **« Protection des victimes de violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique ».**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association AVEF dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel du projet **« Protection des victimes de violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique »** est de 75 420 euros, pour un montant sollicité en Contrat de Ville de 17 000 euros

Le financement accordé au titre du CDV (sous réserve des instances délibératives de chaque partenaire) est le suivant :

- **10 000 € de Toulon Provence Méditerranée,**
- **2 000 € de la ville de la Seyne sur Mer,**

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association Vivre en Famille (AVEF) tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association Vivre en Famille (AVEF) s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant total de la subvention est arrêté à **10 000 € (dix mille euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **8 000 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **2 000 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 octobre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association AVEF par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association AVEF de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association AVEF reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'Association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
AVEF

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Nicole LANATA

Le Président,
Hubert FALCO

<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION FEMME DANS LA CITE</p>
--

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la décision n°23/ du Bureau Métropolitain du 03 Avril 2023, d'une part,

ET

L'Association Femmes Dans La Cité (FDLC), ayant son siège social, 710 avenue Jean Bartolini, Résidence Les Lavandes entrée 1 - 83500 La Seyne-sur-Mer, représentée par **Madame Catherine MARTINEZ** agissant en qualité de Présidente, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville est appelée à répondre aux enjeux de cohésion sociale à l'échelle de la Métropole.

Dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée, est porteur du Contrat de Ville Métropolitain 2015/2023 (cf. loi de finances pour 2022 qui a prorogé d'une année supplémentaire les contrats de ville).

La Métropole TPM est sollicitée pour des actions participant au développement social et urbain des territoires prioritaires de la politique de la ville de la commune de La Seyne sur Mer, parmi lesquels ceux de **l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC)**.

Compte tenu de l'intérêt de son projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action suivante :

- « **Réseaux de socialisation et d'émancipation des femmes des QPV** », portée par l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) dans le cadre de la programmation 2023.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets, conformément à la note d'opportunité jointe à la demande de subvention.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n°23/ du Bureau Métropolitain du 03 avril 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant de **10 000 euros** pour l'action :

- « **Réseaux de socialisation et d'émancipation des femmes des QPV** ».

Cette subvention a pour objet d'accompagner de l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel du projet « **Réseaux de socialisation et d'émancipation des femmes des QPV** », est de 112 344 euros, pour un montant sollicité en Contrat de Ville de 41 000 euros

Le financement accordé au titre du CDV (sous réserve des instances délibératives de chaque partenaire) est le suivant :

- **10 000 € de Toulon Provence Méditerranée,**
- **10 000 € de la ville de la Seyne sur Mer,**
- **21 000 € de l'Etat.**

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant total de la subvention est arrêté à **10 000 € (dix mille euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **8 000 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **2 000 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 octobre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association Femmes Dans La Cité (FDLC) reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'Association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
Femmes dans la Cité (FDLC)

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Catherine MARTINEZ

Le Président,
Hubert FALCO